



75^e sommet de l'OTAN à Washington

Un cadeau empoisonné pour l'administration Biden

Mathieu DROIN

► Points clés

- Organisé du 9 au 11 juillet prochains, le sommet de Washington va placer l'administration Biden face à des pressions contradictoires, de politique intérieure d'une part, de ses Alliés d'autre part.
 - Tandis que les États-Unis ont jusqu'à présent fortement soutenu l'Ukraine face à la Russie, le sommet pourrait exposer la polarisation du débat américain sur ce sujet et les réticences de l'administration Biden sur l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.
 - Dans le contexte électoral des États-Unis, le sommet risque aussi de donner plus de résonance aux menaces du candidat
- Trump de retrait ou de dévitalisation de l'OTAN.
 - La prise en compte croissante de la Chine et de l'Indo-Pacifique, seul sujet de consensus bipartisan à Washington, est à l'inverse un sujet de division entre Alliés.
 - Enfin, la nécessité d'un meilleur « partage du fardeau », antidote idéal aux critiques trumpistes, fait l'objet d'un consensus transatlantique. Mais les moyens de le mettre en œuvre restent en débat.

Introduction

En offrant d'accueillir à Washington le sommet marquant les 75 ans de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), l'administration Biden escomptait une grande communion autour du succès historique de cette alliance, incarnation du leadership américain sur l'espace euro-atlantique. Elle ambitionnait aussi de valoriser son bilan, celui d'une « réparation¹ » des alliances et partenariats endommagés par Donald Trump, avec la relance d'une organisation qu'elle avait trouvée en pleine crise existentielle. Le calendrier était à première vue une aubaine, la célébration (du 9 au 11 juillet) étant prévue à quatre mois des élections présidentielles de novembre 2024 et devant ainsi contribuer positivement à la campagne du candidat Biden. Mais à mesure que l'échéance approche, celle-ci prend de plus en plus les apparences d'un cadeau empoisonné.

L'administration Biden va en effet être soumise à des pressions contradictoires, de politique intérieure américaine d'une part, de ses alliés d'autre part, qu'il lui sera vraisemblablement difficile de concilier sur plusieurs sujets majeurs. Dans le contexte

Le sommet prend de plus en plus les apparences d'un cadeau empoisonné

électoral, le sommet risque d'abord de fournir une tribune aux menaces de retrait ou de dévitalisation de l'OTAN du probable candidat républicain Trump. L'administration pourrait dans le même temps se retrouver piégée sur le sujet du soutien à Kiev, puisque ses réticences à s'engager sur l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN lui sont reprochées par nombre de pays européens. En parallèle, les quelques sujets que l'administration souhaitera pousser comme pouvant lui rapporter des gains de politique intérieure, en matière de « partage du fardeau » entre Américains et Européens ou de prise en compte de la Chine dans les travaux de l'Alliance, risquent de se heurter à des oppositions ou à des manquements de la part de partenaires importants.

Consciente qu'elle avance en terrain miné, l'administration Biden est tentée de miser sur un sommet le plus consensuel possible, au risque d'en abandonner toute ambition. Elle tâchera de capitaliser sur quelques évolutions institutionnelles, telles que la nomination d'un nouveau Secrétaire général, la mise en œuvre des engagements des sommets précédents et, idéalement, l'élargissement de l'Alliance à la Suède. Pour que la « grande fête de famille » ne dérape pas, le pays hôte doit désamorcer plusieurs pièges et chercher quelques livrables à valoriser, tant pour son crédit auprès de ses alliés que pour les échéances de politique intérieure américaine.

1. Discours d'investiture de Joe Biden, « We will repair our alliances », 20 janvier 2021.

Deux casse-tête majeurs : le spectre de Donald Trump et le soutien à l'Ukraine

Piège 1 : la politisation

Malencontreux hasard de calendrier, le sommet se tiendra la semaine précédant la grande convention qui intronisera le candidat du Parti républicain pour l'élection présidentielle. Sauf renversement de situation, ce candidat devrait être Donald Trump, qui a des idées arrêtées à la fois sur l'OTAN et sur le sujet le plus sensible du sommet : le soutien à l'Ukraine. Dès 2020, il écrivait que les « conflits [en Europe] ne méritaient pas la perte de vies américaines. Un retrait de l'Europe permettrait d'économiser, pour notre pays, des millions de dollars chaque année.² »

L'Alliance a vécu comme un traumatisme le premier mandat de Donald Trump, qui l'avait qualifiée d'« obsolète » et avait trouvé dans les sommets de l'OTAN une tribune pour promouvoir son agenda transactionnel autour du rééquilibrage du « fardeau » de la défense de l'espace euro-atlantique, *via* des contributions accrues des Européens, qualifiés de « resquilleurs » et de « délinquants ». Il a fait trembler l'Alliance en remettant en cause l'engagement américain derrière le sacro-saint article 5 du Traité, qui établit qu'une attaque contre l'un des Alliés est considérée comme une attaque contre tous, abondant dans le sens de l'ancien présentateur de Fox News, Tucker Carlson, lorsque ce dernier demandait « pourquoi [son] fils devrait défendre le Monténégro ». Lors du sommet de Bruxelles de 2018, Donald Trump était allé jusqu'à brandir le retrait pur et simple de l'OTAN.

L'ex-président avait également multiplié les décisions unilatérales sans consultation des Alliés, comme celle de clôturer l'engagement américain en Afghanistan ou de retirer abruptement les troupes américaines engagées dans la lutte contre Daech dans le nord-est syrien. Les cadres de son administration tels que John Bolton, conseiller à la Sécurité nationale, ou James Mattis, secrétaire à la Défense, ont ainsi dû à plusieurs reprises rétro-pédaler face aux propos et décisions erratiques du président.

Une nouvelle administration Trump serait vraisemblablement plus disruptive encore pour l'OTAN. L'ex-président conserve un souvenir amer des résistances rencontrées au sein de son administration et semble déterminé à s'en prémunir³. Son site de campagne indique de manière évasive qu'il faudra terminer le processus de réévaluation fondamentale du rôle et des missions de l'OTAN entamé sous [son] premier mandat ». Des journaux aussi sérieux que le *New York Times*⁴, *Politico*⁵ ou encore

2. Discours de Donald Trump, « The America We Deserve », 15 janvier 2020.

3. J. Freeland, « Storm Trump Is Brewing – and the Whole World Needs to Brace Itself », *The Guardian*, 5 janvier 2024.

4. « Fears of a NATO Withdrawal Rise as Trump Seeks a Return to Power », *The New York Times*, 9 décembre 2023.

5. E. Wax, « Trump Vowed He'd "Never" Help Europe if It's Attacked, Top EU Official Says », *Politico*, 10 janvier 2024.

*The Atlantic*⁶ ont publié entre décembre 2023 et janvier 2024 des articles donnant du crédit à la perspective d'un retrait de l'OTAN.

De fait, le *think tank* ultraconservateur Heritage Foundation a lancé l'initiative *Project 2025*, réunissant plus de 80 institutions et organisations conservatrices visant à définir des lignes directrices partagées sur l'ensemble des sujets de politique, afin qu'une nouvelle administration républicaine soit en ordre de marche. Sur l'OTAN, leur rapport énonce que l'on « ne peut attendre des États-Unis qu'ils fournissent un parapluie de défense à des pays qui ne sont pas disposés à y contribuer de manière appropriée » et appelle à « transformer l'OTAN afin que les alliés des États-Unis soient en mesure de déployer la grande majorité des forces conventionnelles nécessaires pour dissuader la Russie⁷ ».

Sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres, Donald Trump a fait glisser le curseur du parti républicain, traditionnellement attaché à l'OTAN, vers davantage d'isolationnisme et de conditionnalité, même si sa rivale pour l'investiture républicaine, Nikki Haley, apparaît plus proche des positions républicaines « classiques », davantage interventionniste et ouverte au multilatéralisme.

En anticipation, le Congrès a cherché à cadrer les pouvoirs de l'exécutif en cas de décision de retrait de l'OTAN. Une Nouvelle loi budgétaire de défense américaine (NDAA) pour l'année 2024 comprend ainsi une provision intitulée « Limitation on Withdrawal from NATO » exigeant qu'une décision de retrait de l'OTAN soit approuvée par une majorité des deux tiers du Sénat ou une loi du Congrès. Si ce geste peut rassurer certains Alliés, il ne change pas la réalité du signal qu'enverrait une telle décision de la part d'un président des États-Unis. En effet, le cœur de la dissuasion de l'OTAN repose sur la crédibilité de l'article 5, qui n'a de valeur que par

Le cœur de la dissuasion de l'OTAN repose sur la crédibilité de l'article 5

la détermination des Alliés à le mettre en œuvre.

Cette équation de politique intérieure américaine, présente un dilemme important pour l'administration Biden. Elle devra veiller à ne pas donner l'impression qu'elle prépare sa défaite, mais elle ne peut non plus faire comme si ce scénario n'existait pas. L'approche des autres Alliés sera en effet guidée par l'anticipation du scénario d'une Alliance dysfonctionnelle, qui fera de ce sommet la dernière fenêtre de tir potentielle pour obtenir des engagements ambitieux sur certains sujets, à commencer par l'Ukraine.

6. A. Applebaum, « Trump Will Abandon NATO », *The Atlantic*, janvier-février 2024.

7. « Mandate for Leadership: The Conservative Promise », *Project 2025*, Heritage Foundation, avril 2023.

Piège 2 : un nouveau désordre autour de l'Ukraine

La guerre de la Russie contre l'Ukraine et la question de l'adhésion de cette dernière à l'OTAN resteront les dossiers les plus délicats du sommet⁸. Les Alliés ont convenu au moment du déclenchement du conflit que l'OTAN ne fournirait pas d'aide militaire directe à l'Ukraine, afin d'éviter toute « co-belligérence » qui pourrait être un motif d'escalade pour Moscou. Le soutien militaire est fourni dans un cadre soit bilatéral (d'un État membre de l'OTAN ou de l'Union européenne [UE] directement à l'Ukraine), soit *via* les divers instruments dépendant de l'UE, soit dans des formats multilatéraux créés sur mesure (Ukraine Defense Contact Group, par exemple).

Cette situation de mise en retrait de l'Alliance dans l'aide militaire est une source de frustration constante pour le Secrétariat international de l'OTAN qui voudrait pouvoir faire davantage mais doit se contenter de projets connexes, tels que le Comprehensive Assistance Package (CAP), un paquet de soutien en équipements non létaux.

Le principal sujet de division entre Alliés demeure toutefois celui de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Tous s'accordent à considérer qu'elle constituerait la garantie de sécurité ultime pour l'Ukraine face à la Russie, tout en reconnaissant qu'elle est impossible en l'état. L'affrontement direct entre forces armées ukrainiennes et russes placerait de fait l'OTAN en état de guerre face à la Russie. Le débat porte ainsi sur la définition d'un calendrier et sur la facilitation du processus d'adhésion qui permettraient de donner à Kiev des garanties que le chemin vers l'OTAN est sécurisé et irréversible (étant entendu que l'article 5 ne s'applique qu'une fois l'adhésion pleine et entière).

Or l'administration Biden a sur ce sujet une position claire, qui ne semble pas contestée dans le débat inter-agence : il n'est pas question de prendre d'engagements tant que l'Ukraine est en situation de guerre face à la Russie. À cet égard, les États-Unis se considèrent dépositaires au premier chef de la gestion de l'escalade, alors que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN est de longue date brandie comme une ligne rouge à ne pas franchir par Moscou.

Dans le même temps, la priorité des États-Unis, aussi bien chez les républicains que chez les démocrates, demeure de poursuivre son « pivot » vers l'Indo-Pacifique, qui passe par une réduction de la voilure en Europe. Washington est donc peu enthousiaste à l'idée de décupler les risques d'un déclenchement de l'article 5, qui les contraindrait à déployer de nouveaux moyens militaires en Europe, *a fortiori* alors que l'explosion des tensions au Moyen-Orient crée un nouvel abcès de fixation des capacités américaines.

Il n'est pas question de prendre d'engagements tant que l'Ukraine est en situation de guerre face à la Russie

8. Voir par exemple les arguments contradictoires développés d'une part dans le « memo au Président Biden » de l'Atlantic Council signé par 41 personnalités dans le domaine de la sécurité plaidant pour un sommet ambitieux sur l'Ukraine, et d'autre part dans l'article « Don't Let Ukraine Join NATO » publié par *Foreign Affairs* par deux chercheurs du CATO Institute (libertarien).

Les marges de manœuvre de l'administration Biden seront également contraintes par l'équation de politique intérieure américaine. Le soutien américain accordé à l'Ukraine est contesté depuis plusieurs mois par diverses voix considérant pêle-mêle que l'argent ou les équipements fournis à l'Ukraine seraient mieux utilisés ailleurs, que ce soit aux États-Unis, à la frontière avec le Mexique, au profit de Taïwan, ou plus récemment d'Israël. Il est même désormais ouvertement pris en otage par une minorité de républicains MAGA⁹ à la Chambre, en monnaie d'échange pour avancer leurs priorités.

Cela placera donc l'administration Biden dans une position inconfortable lors du sommet, avec le risque que ne se rejoue le scénario du sommet de Vilnius à l'été 2023, à savoir une mise sous pression publique des États-Unis de la part d'autres Alliés et de la part de l'exécutif ukrainien. Joe Biden n'avait que peu goûté cette expérience et son administration a mis en garde contre un *bis repetita*. Mais la perspective du retour de Trump conduit nombre d'Alliés à considérer ce sommet comme la dernière chance d'obtenir un soutien clair des États-Unis pour l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, lequel pourrait ensuite avoir un effet en cascade. Les États-Unis ne sont pas complètement isolés dans leur positionnement prudent¹⁰, mais leur poids est tel que rien n'est envisageable sans un assouplissement de leur ligne.

L'administration Biden sera dans une position inconfortable lors de ce sommet

Il demeure enfin une inconnue, celle de la situation tactique en Ukraine au moment du sommet. Alors que les fronts se rigidifient, la capacité à générer de nouvelles forces semble progressivement pencher en faveur de la Russie. Cette dernière a mis son industrie sur le pied de guerre et retrouvé des indicateurs économiques au même niveau voire supérieurs à ceux d'avant-guerre, là où le soutien militaire international à l'Ukraine marque des signes de fatigue. Ainsi, si la dynamique tactique en juillet 2024 devait être défavorable à l'Ukraine, le crédit accumulé par l'administration Biden pour son soutien vital aux deux premières années de résistance ukrainienne pourrait être oblitéré par un dernier semestre d'immobilisme.

Face à cette aporie, l'administration Biden œuvre sur plusieurs axes en vue du sommet. Elle pourrait chercher à « compenser » l'Ukraine par un nouveau rehaussement du CAP, ou chercher à déplacer le curseur sur la Russie, en durcissant encore le langage dans les textes qui seront adoptés. Enfin et surtout, l'administration pourra chercher à détourner l'attention sur d'autres sujets susceptibles de lui faire marquer quelques points en politique intérieure. C'est le cas par exemple du « partage du fardeau » ou de la compétition avec la Chine. Mais ces deux sujets sont également des motifs de friction avec certains Alliés.

9. « Make America Great Again ».

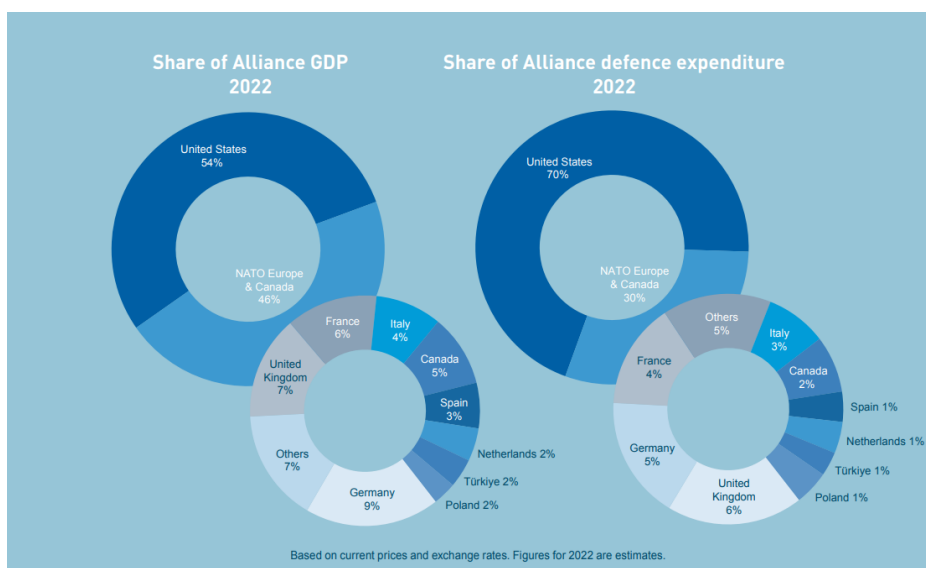
10. Outre la Hongrie qui a sur le sujet un positionnement singulier lié notamment à un différend bilatéral relatif aux droits des minorités magyarophones en Ukraine, l'Allemagne maintient également une position réservée proche de celle des États-Unis. Enfin, certains Alliés tirent avantage de ces réticences dont ils n'ont pas à porter le coût politique pour afficher un soutien de façade à l'adhésion de l'Ukraine, tout en restant réservés sur le fond.

Des priorités américaines non consensuelles

Piège 3 : le partage du fardeau avec les Européens

Le besoin de rééquilibrer les contributions aux efforts de défense collective est un diagnostic partagé des deux côtés de l'Atlantique. Le retour de la guerre a conduit à une prise de conscience parmi les Européens qui ont annoncé des hausses substantielles de leurs dépenses de défense, avec en ligne de mire l'objectif fixé par le *Defense Investment Pledge* agréé au sommet du Pays de Galles en 2014, invitant les Alliés à consacrer 2 % de leur produit intérieur brut (PIB) aux dépenses de défense, dont 20 % dédiées à des investissements dans des équipements majeurs et la recherche et du développement (R&D). Lors du sommet de Vilnius, les Alliés se sont engagés à ce que l'objectif des 2 % du PIB ne soit plus une cible à atteindre mais un seuil minimal.

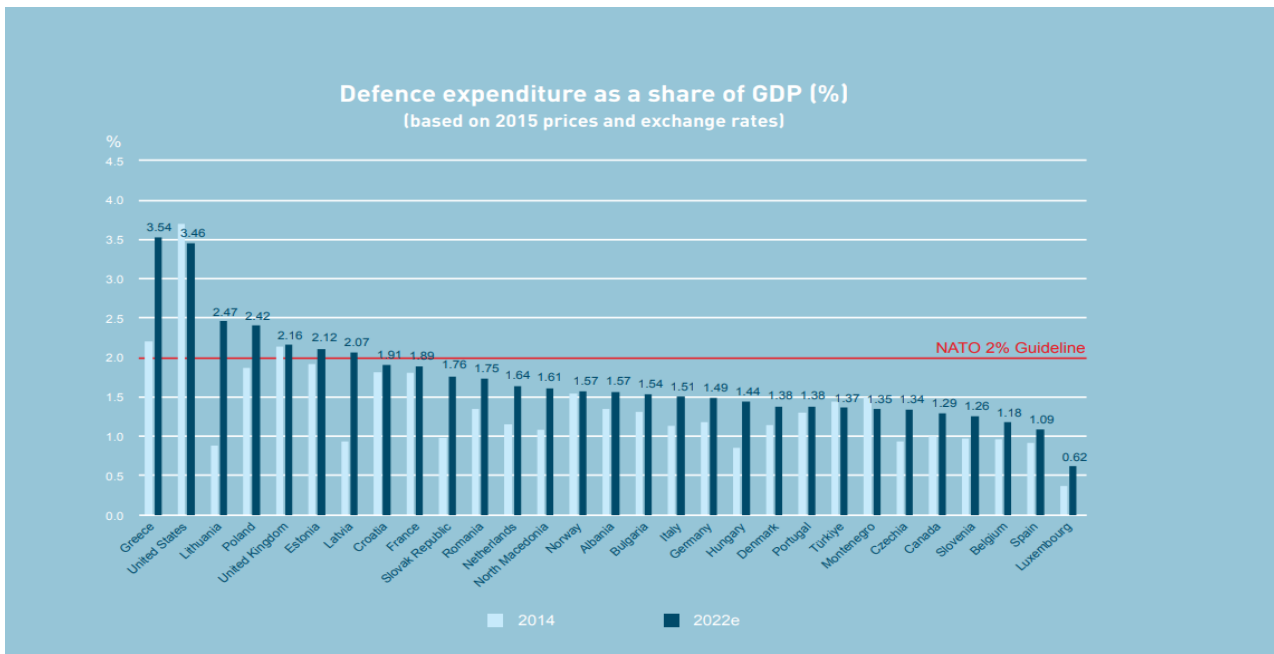
Part respective des différents Alliés dans les dépenses de défense cumulées de l'Alliance



Source : *Rapport annuel de l'OTAN 2023 (Investing in Defense, page 51).*

La réalité demeure que seuls 7 Alliés sur 31 ont atteint la barre des 2 % du PIB, tandis que d'autres auront encore besoin d'un certain nombre d'années pour y parvenir. Cela soulève plusieurs questions. D'abord celle de la pertinence de cette métrique pour évaluer la transformation qualitative des armées européennes. Parce qu'elle n'inclut aucune considération de « part nationale ou européenne », la cible tend à entretenir le réflexe européen de se fournir en priorité aux États-Unis, au détriment du développement d'une industrie de défense compétitive et intégrée en Europe, laquelle constituerait la meilleure garantie à long terme pour les Européens.

Dépenses de défense des États membres de l'OTAN, en pourcentage de PIB



Source : Rapport annuel de l'OTAN 2023 (Investing in Defense, page 51).

Cela pose aussi la question de la pertinence de l'OTAN comme cadre pour le développement capacitaire européen. Contrairement à l'UE, elle n'a pas la capacité de mobiliser des budgets communs ou des incitations financières au bénéfice de la base industrielle de défense européenne. Certes l'UE demeure timorée en la matière, mais cela est aussi dû aux réserves d'un grand nombre d'Alliés, les États-Unis en chef, à ce qu'elle joue un rôle perçu comme potentiellement concurrent de l'OTAN. Ces craintes apparaissent largement infondées, tant un investissement accru de l'UE pourrait s'avérer complémentaire et bénéfique pour l'Alliance¹¹.

Cela pose enfin la question du « livrable » que les États-Unis pourront valoriser lors du sommet. Les Alliés pourront toujours « jouer avec » la cible des 2 % pour permettre à l'administration Biden d'obtenir une victoire de façade, mais sans effet dans le monde réel. De manière plus ambitieuse, le sommet pourrait être un moment de franc soutien américain aux efforts européens en matière de défense, quelle que soit l'enceinte dans lesquels ils sont conduits, afin de débrider les capitales européennes tétanisées à l'idée qu'investir dans l'Europe pourrait nuire à leurs relations avec Washington¹².

11. Voir K. Grieco et M. Jourdain, « To Strengthen NATO, the U.S. Should Embrace EU Defence », *World Politics Review*, juillet 2023.

12. Voir M. Bergmann, S. Monaghan et M. Droin, « Why the Washington Summit Should Focus on Europe », Center for Strategic and International Studies (CSIS), 20 décembre 2023.

Piège 4 : le pivot contrarié vers l'Indo-Pacifique

Le seul vrai sujet consensuel aux États-Unis est l'un de ceux qui le sont le moins à l'OTAN : l'effort d'alignement des partenaires sur la politique américaine vis-à-vis de la Chine. La République populaire de Chine a fait son apparition dans les documents de l'OTAN en 2019, dans le communiqué du sommet de Londres, qui indiquait qu'elle présentait « des défis et des opportunités ». Depuis, les États-Unis ont poussé pour une prise en compte croissante du sujet dans les travaux de l'Alliance et pour un durcissement du langage. Le nouveau « Concept stratégique » de l'OTAN, adopté en 2022, stipule ainsi que la Chine : « affiche des ambitions et mène des politiques coercitives qui sont contraires à nos intérêts, à notre sécurité et à nos valeurs ».

Cette nouvelle priorité se traduit également par le rehaussement de partenariats avec des pays de l'Indo-Pacifique, notamment avec le groupe des Asia Pacific 4 (AP4), comprenant l'Australie, la Corée du Sud, le Japon et la Nouvelle-Zélande. Des programmes de coopération sur-mesure ont été définis avec chacun d'entre eux, tandis que leurs chefs d'État et de gouvernement ont été invités aux deux derniers sommets. Elle se traduit enfin par la volonté de développer un agenda en matière de « résilience », pour répondre aux défis non militaires posés par la Chine (investissements sensibles, manipulation de l'information, etc.), bien qu'il s'agisse d'un domaine éloigné du cœur de métier militaire de l'Alliance et en concurrence avec les prérogatives de l'UE.

Ces lignes d'efforts font face à la résistance de plusieurs pays qui partagent le sentiment que l'OTAN n'est pas l'enceinte idoine pour traiter de ces sujets, à commencer par le couple franco-allemand. Pour Berlin, la considération première est de ne pas embarquer les Alliés dans un scénario de confrontation avec Pékin, qui demeure un partenaire majeur sur le plan économique. Pour Paris, l'enjeu est moins de froisser la Chine que de préserver des marges de manœuvre vis-à-vis de la politique chinoise des États-Unis et de ne pas laisser s'installer l'idée que l'OTAN opère un « pivot » vers l'Asie-Pacifique.

Le traitement de la Chine et de l'Indo-Pacifique dans le cadre de l'OTAN constituera donc un dilemme supplémentaire pour l'administration Biden, qui cherchera sans doute à pousser l'enveloppe à la limite de ce qui est acceptable pour les Alliés les plus réticents.

Le cas de la Chine et de l'Indo-Pacifique dans le cadre de l'OTAN : un dilemme supplémentaire

Que restera-t-il à célébrer ?

Face à ces pièges, les Américains seront tentés de valoriser d'une part le succès au long cours de cette alliance qui incarne leur leadership sur « le monde libre », d'autre part les évolutions institutionnelles qui marquent la vigueur actuelle et future de l'OTAN.

La première évolution majeure qu'ils souhaitent pouvoir célébrer serait l'élargissement de l'OTAN à la Suède, dont le processus d'adhésion est retardé depuis près de deux ans par deux pays. La Turquie d'abord, qui accusait Stockholm principalement de servir de refuge à des groupes kurdes et d'opposants politiques qu'Ankara considère comme des terroristes, mais qui a finalement donné son accord final *via* un vote du Parlement le 23 janvier 2024. Le dernier pays bloquant est la Hongrie, adepte de l'obstruction à des fins transactionnelles.

Le deuxième motif de célébration sera la désignation d'un nouveau Secrétaire général, en relève de Jens Stoltenberg. Le Premier ministre néerlandais sortant, Mark Rutte, semble avoir les faveurs de Washington. La nomination d'un Secrétaire général issu d'un pays de l'UE serait bien reçue en Europe de l'Ouest, notamment à Paris, mais sa candidature fait face à des réticences, notamment turques, tandis que les pays d'Europe centrale et orientale favorisent une personnalité issue de leurs rangs. En outre, un candidat issu d'un pays qui ne remplit pas l'engagement des 2 % du PIB alloués à la défense serait une cible facile pour Donald Trump.

Conclusion

L'organisation du 75^e sommet de l'OTAN à Washington place l'administration Biden face à d'importants dilemmes. Comment prémunir l'Alliance des conséquences d'une réélection de Donald Trump sans donner l'impression de préparer une défaite ? Comment limiter le coût politique du *statu quo* sur l'Ukraine, qui sera vilipendé tant par les républicains que par les Alliés les plus offensifs ? Comment détourner l'attention sur des sujets qui sont sources de tensions ou de malaise avec d'autres alliés majeurs ?

Cette situation soulève en retour des questions pour les Alliés. Comment aider Biden à faire du sommet un atout dans sa campagne, sans renier les intérêts parfois divergents des Européens, notamment s'agissant du soutien à l'Ukraine ou de la préservation d'une autonomie stratégique dans la gestion de leurs relations avec la Chine ?

**Que les Européens
montrent qu'ils ont pris
conscience du besoin
d'investir sérieusement
dans leur défense**

Le meilleur moyen pour les Européens de se protéger face à Donald Trump et d'aider Joe Biden reste encore d'apprendre à s'aider eux-mêmes. Le renforcement du « pilier européen » de l'OTAN est certainement la façon optimale de parer aux vicissitudes de la vie politique américaine, de faire taire les critiques que Trump et ses soutiens adressent aux Européens, tout en renforçant la capacité de l'Europe à être « l'acteur géopolitique » qu'elle aspire à devenir. Cela suppose que les Européens soient forces de proposition d'ici au sommet, qu'ils montrent qu'ils ont pris conscience du besoin d'investir sérieusement dans leur défense et qu'ils sont disposés à pallier le recul des Américains dans le soutien à l'Ukraine.

Un ultime dilemme pour Washington et pour l'OTAN sera d'accepter que l'UE a bel et bien un rôle crucial à jouer sur ces deux derniers axes d'effort, d'une part pour financer et soutenir l'effort d'investissement dans les capacités militaires des Européens, d'autre part pour faciliter l'intégration de l'Ukraine dans « la famille européenne » comme prélude à son intégration « euro-atlantique ».

Mathieu Droin est chercheur invité au sein du programme Europe, Russie, Eurasie du Center for Strategic and International Studies (CSIS), à Washington D.C. Diplômé des Instituts d'études politiques de Bordeaux et de Lyon, il a travaillé pendant plusieurs années au sein des Services économiques des ambassades de France au Koweït, en Irak et aux Émirats arabes unis (2010-2017). À partir de 2017, il a intégré le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, au sein duquel il a occupé plusieurs fonctions, dont celle de sous-directeur adjoint pour les Affaires stratégiques (2020-2022).

Comment citer cette publication :

Mathieu Droin, « 75^e sommet de l'OTAN à Washington. Un cadeau empoisonné pour l'administration Biden », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 26 janvier 2024.

ISBN : 979-10-373-0826-9

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2024

Couverture : Sommet de l'OTAN à Vilnius (Lituanie), le 12 juillet 2023

© Ukrainian President Press Office/UPI/Shutterstock



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

